



PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE
ET DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE L'URBANISME

N° 2009-P- 2 083

ARRÊTÉ

portant reconduction des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2003-P-1390 du 3 juin 2003
fixant la surveillance de la nappe phréatique
située à l'aplomb de l'ancienne usine BOSTIK FINDLEY
sur le territoire de la commune de PRÉMERY

**LE PREFET DE LA NIEVRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code de l'environnement,
- VU** les recommandations de l'étude simplifiée des risques menée en mai 1998 par la société ATE, devenue SITA REMEDIATION en 2003, concernant la mise en place d'un contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site, anciennement exploité par la société BOSTIK FINDLEY, sur le territoire de la commune de PRÉMERY,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2003-P-1390 du 3 juin 2003 prescrivant la réalisation d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval du site de l'ancienne usine BOSTIK FINDLEY, sise sur le territoire de la commune de PRÉMERY, pendant une durée minimale de cinq ans,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2005-P-845 du 30 mars 2005 instituant des servitudes d'utilité publique concernant les risques de pollution résiduelle des parcelles cadastrées C1658, C1449 et C1317, situées sur la commune de PRÉMERY (nécessitant la mise en place de dispositions particulières de protection dans le cadre d'un usage industriel),
- VU** les rapports d'interventions en date du 12 novembre 2008 et du 5 mai 2009, de la société SITA REMEDIATION, transmis respectivement le 27 novembre 2008 et 15 juin 2009 par la société BOSTIK SA, portant sur le suivi de qualité des eaux souterraines,
- VU** les correspondances en date du 27 novembre 2008 et du 15 juin 2009 de la société BOSTIK SA, constatant l'évolution de la pollution en amont du site,
- VU** le rapport du Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, l'Inspecteur des installations classées, en date du 24 juin 2009,
- VU** l'avis en date du 7 juillet 2009 du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu,
- VU** le projet d'arrêté statuant sur la demande porté le 20 juillet 2009 à la connaissance du

demandeur,

CONSIDÉRANT que les activités antérieures, liées à l'exploitation de l'usine BOSTIK FINDLEY à PREMERY, ont eu un impact négatif sur l'état environnemental du site et qu'elles sont à l'origine d'une pollution des sols et des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que ce site est répertorié dans la base nationale de données « BASIAS » concernant l'inventaire des anciens sites industriels du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire (ex MYDRIN LAMBIOTTE),

CONSIDÉRANT que des cuves à solvants sont toujours présentes dans la partie Nord Ouest du site, et qu'elles n'ont toujours pas été retirées à ce jour, ainsi que la rétention associée à ces cuves,

CONSIDÉRANT qu'un certain nombre de polluants, et notamment du benzène, sont toujours présents dans les eaux souterraines à des concentrations supérieures à la norme de potabilité des eaux destinées à la consommation humaine,

CONSIDÉRANT que, dans ses correspondances en date du 27 novembre 2008 et du 15 juin 2009 susvisées, la société BOSTIK SA n'apporte pas de réponse formelle sur l'origine de la pollution des eaux souterraines,

CONSIDÉRANT que l'étude simplifiée des risques, menée en mai 1998 par la société ATE, fait apparaître que des puits utilisés par des particuliers, situés en position latérale hydraulique de l'établissement, à une distance minimale de 650 m, et probablement implantés dans les calcaires marneux, sont vulnérables vis-à-vis d'une éventuelle contamination en provenance du site,

CONSIDÉRANT la proximité des captages d'eau destinée à la consommation humaine de la commune de Premery,

CONSIDÉRANT qu'il convient, au vu des résultats des dernières campagnes d'analyses réalisées sur les eaux souterraines, de poursuivre la surveillance de la qualité de ces eaux,

CONSIDÉRANT les conclusions du rapport d'intervention de la société SITA REMEDIATION, susvisée, par lesquelles il est explicitement recommandé de continuer la surveillance des eaux souterraines de l'ancienne usine BOSTIK FINDLEY,

CONSIDÉRANT que la pollution identifiée dans les eaux souterraines, notamment à l'amont du site, est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'assurer une continuité de la surveillance piézométrique du site,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,

A R R Ê T E

ARTICLE 1. RECONDUCTION

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2003-P-1390 du 3 juin 2003 prescrivant la réalisation d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines en amont et en aval du site de l'ancienne usine BOSTIK FINDLEY, sise sur le territoire de la commune de PRÉMERY, sont reconduites dans les conditions précisées aux articles ci-près.

ARTICLE 2.SURVEILLANCE PIÉZOMÉTRIQUE

La société BOSTIK SA est tenue de poursuivre la surveillance annuelle, au mois d'octobre, des eaux de la nappe phréatique pendant une période de 5 années, à compter de la notification du présent arrêté sur les piézomètres PZ1, PZ6, PZ13 et PZ15.

Cette surveillance portera sur les Hydrocarbures (HC) – Benzène, Toluène, Ethylbenzène, Xylènes (BTEX) – Composés Organiques Halogénés Volatils (COHV) – Carbone Organique Total (COT).

Les résultats seront transmis, dès leur connaissance, à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires appropriés (évolution des valeurs, anomalies, etc.).

ARTICLE 3.SUIVI

Si les résultats d'analyses mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, la société BOSTIK SA détermine les mesures appropriées à mettre en place. Elle recherche par tous les moyens utiles si ses activités antérieures sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Elle informe l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Au vu des résultats obtenus, sur propositions formulées et justifiées par la société BOSTIK SA, les modalités et la teneur du programme de surveillance précédent pourront être modifiées par l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution de la situation du site et notamment en cas d'augmentation des teneurs sur les paramètres surveillés, listés à l'article 2 précédent, les modalités et la teneur du programme de surveillance précédent pourront également être modifiées par l'inspection des installations.

ARTICLE 4.PLAN ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ

Le plan du site avec l'implantation des points de prélèvement est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 5.DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Les dispositions du présent arrêté peuvent être déférées au Tribunal administratif de Dijon par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date de notification.

ARTICLE 6.NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de PRÉMERY et tenue à la disposition du public. Un extrait comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumis l'exploitant de l'établissement, sera affiché pendant un mois en Mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera adressé par le maire à la Préfecture de la Nièvre (Direction du développement durable et de la coordination interministérielle – Bureau de l'environnement et de l'urbanisme).

Un extrait de cet arrêté sera également publié, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux. Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant.

ARTICLE 7.EXÉCUTION - NOTIFICATION

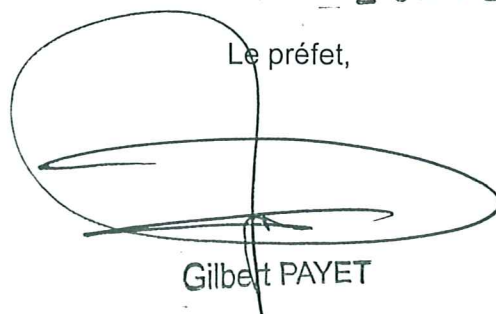
Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre, le Directeur de la société BOSTIK SA et le Maire de PRÉMERY sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie de cet arrêté sera adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Région Bourgogne, l'inspecteur des installations classées à NEVERS,
- M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement et de l'Agriculture,
- M. l'Architecte des Bâtiments de France, Chef du Service Départemental d'Architecture,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- .

NEVERS, le 2 SEP. 2009

Le préfet,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top and a horizontal stroke across the middle.

Gilbert PAYET

ANNEXE

